

Lettre ouverte

De la société civile à

Monsieur le chef du gouvernement, M. Elyes Fakhfakh

Objet: Appel urgent pour l'adoption d'une politique féministe dans la lutte contre l'épidémie du COVID-19

Monsieur le chef du gouvernement,

Nous sommes honoré(e)s de partager avec vous la déclaration collective sur l'adoption d'une politique féministe pour lutter contre l'épidémie de COVID-19 élaborée par la *Feminists Alliance for Rights* (FAR) signée par des associations féministes tunisiennes et près de 1160 militantes, activistes, réseaux et organisations de femmes dans le monde entier. Cette déclaration lancée par des femmes des pays du Sud et des communautés marginalisées du Nord vise à adopter une politique féministe pour lutter contre les effets de l'épidémie de COVID-19 dans tous les domaines liés à la sécurité alimentaire, aux soins de santé, à l'éducation, aux inégalités sociales et économiques et à la violence à l'égard des femmes.

Ci-dessous sont listées les recommandations les plus importantes issues de cette déclaration :

- 1-** Donner la priorité aux besoins des personnes en situation de vulnérabilité, y compris les femmes, les enfants, les personnes âgées, la communauté LGBTQI++, les personnes handicapées, les personnes ayant des problèmes de santé, les personnes vivant en milieu rural, les sans-abri, les réfugié(e)s, les migrant(e)s, les apatrides ...
- 2-** Fournir un soutien social et financier nécessaire à tous les groupes vulnérables, à savoir les personnes âgées, les personnes handicapées et les sans emploi afin de leur permettre de subvenir à leurs besoins essentiels et leur faciliter les procédures pour qu'elles/ils puissent remplir leurs obligations financières durant cette période de crise.

- 3- Assurer la sécurité alimentaire dans toutes les régions et les zones pauvres et rurales dans lesquelles les femmes ne bénéficient pas d'un pouvoir d'achat suffisant et n'ont pas accès aux centres-villes où se trouvent les principaux marchés. Ceci peut être fait en accordant des subventions alimentaires, en particulier de denrées non périssables et en élargissant le champ de distribution pour ainsi inclure les groupes devenus vulnérables à cause de la pandémie.
- 4- Résoudre les problèmes d'assainissement dans les zones rurales et isolées et garantir l'accès des femmes à l'eau dans ces mêmes zones.
- 5- Préparer des programmes de révision pour les élèves et les étudiant(e)s pour qu'ils/elles restent à jour dans leur scolarité malgré l'interruption des cours et faire contribuer leurs parents dans ce processus. Les programmes devront être disponibles sur les supports de communication accessibles à toutes et tous et garantissant l'égalité des chances.
- 6- Transmettre des informations relatives au COVID-19 dans un langage simple en lançant des campagnes de sensibilisation qui prennent en considération les besoins de tous les groupes sociaux, notamment les personnes handicapées et les personnes âgées. Les informations doivent être disponibles sur tous les moyens de communication (audio-visuel).
- 7- Soutenir et faciliter les procédures de travail de la société civile pendant cette crise.
- 8- Établir des instructions basées sur les principes des droits humains pour limiter la propagation du COVID19 dans les prisons et les camps de réfugié(e)s, lieux propices à la transmission du virus.
- 9- Les femmes sont en première ligne du secteur sanitaire et sociale. En effet, elles représentent 70% des employé(e)s du secteur sanitaire et social. En outre, leur santé physique et psychologie est affectée par le fardeau des charges domestiques qui leur sont imposées. Par ailleurs, le taux de violence domestique à l'égard des femmes par leurs partenaires a augmenté étant donné les circonstances engendrées par le COVID-19. De ce fait les parties prenantes devraient:
 - ✓ Veiller à ce que les prestataires de soins de santé et les

professionnel(le)s de la santé qui sont en première ligne aient accès à l'équipement nécessaire et aux formations adéquates leur permettant d'assurer leur protection.

- ✓ Fournir des services de santé de qualité pour tous les groupes sociaux sans discrimination, notamment pour la communauté LGBTQI++.
- ✓ Veiller à ce que les femmes disposent des services de santé sexuelle et génésique nécessaires tels que les contraceptifs et les avortements sans risque.
- ✓ Former le personnel médical, les travailleurs sociaux/ travailleuses sociales, les psychologues et psychiatres à connaître les effets et les signes de violence domestique. En outre, leur fournir les ressources et services appropriés afin qu'ils / elles puissent recevoir, soigner et guider les victimes.
- ✓ Mettre en place des centres d'hébergement pour les femmes et enfants victimes de violence.
- ✓ Garantir les droits des femmes (les femmes rurales, les ouvrières dans les usines et les magasins d'alimentation) qui travaillent durant cette période de confinement afin de fournir aux citoyen(ne)s les denrées indispensables. En outre, permettre à ces femmes de travailler dans de bonnes conditions et en sécurité.
- ✓ Inclure des expert(e)s en genre au sein des comités de gestion de la crise sanitaire, ce qui garantira l'adoption d'une approche féministe sensible aux besoins des femmes et défendant leurs droits.

Dans ce contexte, nous demandons au gouvernement d'adopter d'urgence une politique féministe globale pour lutter contre la pandémie de COVID-19, conformément aux normes internationales et aux principes des droits humains, en particulier le principe de l'égalité et de la non-discrimination entre les femmes et les hommes et tous les groupes de la société.

Les signataires :

- Dorra Mahfoudh
- Hafidha Chekir
- Souad Triki
- Bochra bel haj hmida
- Monia kari

Les organisations et associations signataires :

- AFTURD, Association des Femmes Tunisiennes pour la Recherche sur le Développement
- ADD, Association pour la promotion du droit à la différence
- ADLI, Association tunisienne de défense des libertés individuelles
- AFC, Association Femme et Citoyenneté
- Association Ibsar
- Associa-med Tunis
- Aswat Nissa
- ASDC Association de solidarité pour le développement et la communication Douz
- Atl mst sida section Tunis
- ATP+, Association Tunisienne de Prévention Positive
- ATSR, Association Tunisienne de la Santé de la Reproduction
- Association voix d'Ève
- CAWTAR, Centre de la Femme arabe pour la Formation et la Recherche
- CILG VNG, CILG, International Development Centre for Innovative Local Governance
- Damj
- Danner-Tunisie
- EuroMed droits
- Free Sight Association

- FTDES, Forum Tunisien pour les Droits Economiques et Sociaux
- Groupe Tawhida Ben Cheikh
- Initiative Mawjoudin pour légalité
- LET, La Ligue des Electrices Tunisiennes
- LTDH, Ligue Tunisienne pour la Défense des Droits de l'homme
- OTDDPH Organisation Tunisienne de Défense des Droits des Personnes Handicapées
- Oxfam en Tunisie
- No peace without justice
- Médecins du monde Belgique, mission de Tunisie
- Democratic Transition and human rights support center “DAAM”
- Association Rayhana pour Femme de Jendouba
- Association Nachaz-Dissonances
- Association Mouwatinet